

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

DECLARATION INTERIMAIRE

Introduction

1. A l'invitation du Gouvernement de la République du Mali, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, **SE Dr Nkosazana Dlamini Zuma**, a déployé une Mission d'Observation Electorale afin d'observer l'élection présidentielle du 28 juillet 2013.
2. La Mission est dirigée par S. E. M. Edem KODJO, Président de Pax Africana, ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA-UA) et ancien Premier Ministre de la République Togolaise. Elle est composée de 09 (neuf) observateurs à long terme déployés depuis le 15 Juin 2013 et cinquante (50) observateurs à court terme arrivés au Mali le 21 Juillet 2013. Ces observateurs qui sont des Parlementaires Panafricains, des responsables d'organes de gestion des élections et des membres de la société civile de 26 différents pays africains suivants: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République arabe sahraouie démocratique, République Centrafricaine, République d'Afrique du Sud, République Démocratique du Congo, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Uganda, Union des Comores et Zambie.
3. La Mission est soutenue par une équipe d'experts de la Commission de l'Union africaine et de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).
4. Son objectif est de faire une évaluation indépendante, objective et impartiale de l'élection législative du 28 juillet au Mali. En application de cet objectif, la Mission de l'Union africaine a observé les élections dans l'esprit et la lettre des dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, qui est entrée en vigueur le 15 Février 2012 et qui vise à améliorer les processus électoraux en Afrique, renforcer les institutions électorales et la tenue d'élections justes, libres et transparentes; la Déclaration de l'UA/OUA de Durban sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique AHG/Décl.1 (XXXVIII) tel qu'adopté par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine en Juillet 2002, les lignes directives de l'UA pour les missions d'observation et de suivi des élections, les instruments internationaux pertinents régissant l'observation des élections et de la Constitution et les lois de la République du Mali.
5. La Mission d'Observation de l'Union Africaine pour les élections présidentielles au Mali a relevé que le contexte politique global a été marqué par un consensus au sein de la classe politique. S'agissant des conditions d'organisation de l'élection, le cadre légal des élections a également fait l'objet de consensus et a offert aux partis et aux candidats les conditions pour une élection équitable. Les organes en charge des élections ont bénéficié pour leur part de la confiance publique et ont garanti une gestion impartiale de tous les aspects du processus électoral.
6. La déclaration pré-électorale de la Mission a noté que la carte NINA n'était pas initialement la carte devant servir de carte d'électeur, mais qu'en raison des contraintes techniques et de temps, cette option a encore une fois fait l'objet de consensus au sein de

la classe politique. Les listes électorales utilisées pour l'élection présidentielle du 28 Juillet 2013 ont elles aussi été acceptées par la classe politique ainsi que par les organes de gestion des élections.

7. La campagne électorale a été généralement pacifique et aucun incident majeur n'a été signalé. Par ailleurs, l'ensemble de la population malienne s'est impliqué dans les campagnes de sensibilisation et d'éducation électorale, à l'instar des médias qui ont essentiellement véhiculé des messages de paix.
8. Cependant, la sécurisation des opérations électorales a été une préoccupation, même si la sécurité générale au Mali s'est sensiblement améliorée.
9. Les éléments ci-dessus ayant déjà été analysés dans la déclaration pré-électorale, la Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine présente ci-dessous ses observations sur le déroulement du scrutin du 28 Juillet 2013.

I- Ouverture des bureaux de vote

10. En général, les bureaux de vote ont ouvert à l'heure. Les observateurs ont cependant noté que dans certains centres, des bureaux de vote ont ouvert avec retard. Ce retard s'explique par la non disponibilité du matériel et par l'arrivée tardive ou l'absence de certains agents électoraux. Dans les bureaux de vote où ces dysfonctionnements ont été observés, le déroulement du scrutin n'a toutefois pas été affecté négativement.

II- Le matériel électoral

11. Le matériel électoral a été distribué à temps et en quantité suffisante dans la plupart des bureaux de vote. Néanmoins, comme il a été souligné dans les paragraphes précédents, ce matériel a été livré en retard dans quelques cas isolés. L'uniformité de ce matériel dans tous les centres et bureaux de vote a été notée.

III- L'orientation des électeurs

12. A l'ouverture des bureaux de vote, certains électeurs ont éprouvé des difficultés à retrouver leurs bureaux de vote. Il est difficile de quantifier la proportion d'électeurs concernés par cette situation.
13. Par ailleurs, l'affichage des listes électorales devant les bureaux de vote n'a pas toujours été un recours facile pour les électeurs désorientés. Ces listes n'étaient pas dans un ordre alphabétique strict.

III- La localisation des bureaux de vote

14. Dans les zones urbaines, les bureaux de vote étaient à une distance raisonnable des lieux d'habitation des électeurs. Dans les zones rurales couvertes par les observateurs de l'Union Africaine, il n'a pas été noté de distances de nature à décourager les électeurs.

15. En outre, s'il a été une bonne idée de regrouper les bureaux de vote par centres de vote, pour des raisons de sécurité et des raisons opérationnelles, certains centres de vote par contre donnaient l'air d'être submergés par le nombre de bureaux de vote.

V- Sécurité

16. Une présence discrète et efficace des forces de l'ordre et de sécurité a été notée à l'intérieur et autour des centres de vote, sans que les électeurs ne se sentent intimidés. Le fait qu'il n'y ait eu aucun incident majeur pendant le déroulement du vote le 28 Juillet 2013 indique que des mesures de sécurité adéquates ont été prises, comme l'avait recommandé la déclaration pré-électorale de la Mission d'Observation de l'Union Africaine.

VI- Le personnel des bureaux de vote

17. Le personnel des bureaux de vote (Présidents et assesseurs) ont exercé leurs fonctions dans une ambiance conviviale et de courtoisie mutuelle. La plupart d'entre eux étaient à leurs postes à l'heure.
18. Certains superviseurs et agents, non identifiés par des signes distinctifs, ont fait des irruptions intempestives dans des bureaux de vote pour donner des instructions ou des orientations aux agents des bureaux de vote, perturbant quelque peu le déroulement des opérations électorales.

VII- Les mandataires des candidats

19. Dans les grandes villes, les candidats se sont fait représenter par leurs mandataires dans les bureaux de vote. Les équipes d'observation ont noté qu'il y avait des disparités de représentation suivant les zones géographiques du pays.
20. Les dispositions relatives à la présence des mandataires dans les bureaux de vote n'étaient pas uniformément observées. Pendant que la plupart des bureaux de vote n'admettaient qu'un seul mandataire par candidat, d'autres ont autorisé plus d'un mandataire, au mépris des dispositions réglementaires. Par ailleurs, certains représentants n'avaient pas de mandats formellement délivrés mais étaient admis dans les bureaux de vote.

VIII- Les femmes et les jeunes

21. Les observateurs ont noté une importante représentation des femmes en qualité d'agents électoraux, de mandataires de candidats ou d'observatrices. De nombreuses femmes étaient également dans les bureaux de vote et dans les files d'attente comme électrices. Cette participation importante des femmes lors du scrutin du 28 Juillet a contrasté avec la candidature d'une seule femme parmi les 27 candidats à la Présidence de la République. Dans la plupart des bureaux de vote observés, les femmes occupaient plus des postes d'assesseurs que de présidentes de bureaux. Il est encourageant de constater que la majorité des mandataires des candidats, d'observateurs et d'agents électoraux

était des jeunes. Cela devra constituer un aspect important dans l'appropriation par la jeunesse de la gouvernance participative.

IX- Procédures de vote et listes d'émargement

22. Les procédures de vote si elles ont fonctionné dans l'ensemble n'ont pas été interprétées ni exécutées uniformément dans tous les bureaux de vote. Ceci a été constaté lors de la pose des scellés, le marquage des bulletins de vote, l'émargement des listes.
23. La recherche des noms sur les listes d'émargement a été particulièrement difficile dans certains bureaux de vote, ce qui a occasionné de longues files d'attente et rallongé le temps de vote des électeurs. La cause en a été la difficulté dans l'utilisation des listes et la formation insuffisante des agents électoraux.
24. Une autre observation relevée est que des électeurs figurant sur les listes affichées devant le bureau de vote, ne se retrouvaient pas sur la liste d'émargement du bureau concerné, et vice-versa.
25. Par ailleurs, le fait que les électeurs entrant et sortants devaient se servir de la même liste d'émargement au même moment (soit pour retrouver leurs noms et aller voter soit pour émarger après avoir voté) a créé quelques confusions ayant certainement été à l'origine des écarts entre le nombre de votants et le nombre de bulletins retrouvés dans l'urne au moment du dépouillement, dans certains cas.
26. Les listes d'émargement n'étaient pas reliées en un document unique et n'avaient pas de numéro d'ordre continu.

X- Taux de participation

27. En attendant que les organes compétents en charge des élections rendent publics les taux de participation nationaux, l'affluence dans les bureaux de vote a été relativement importante.
28. Il convient ici de saluer la mobilisation des Maliens, leur discipline et leur esprit civique démontrés pendant le déroulement du scrutin.

XI- Retrait des cartes NINA

29. Le 27 Juillet 2013, le retrait des cartes NINA avait montré un taux moyen de 85% selon le MATDAT, avec des taux avoisinant 95% dans certaines zones. Cela est un signe positif de l'efficacité des dispositifs mis en place pour la distribution de ces cartes nécessaires au déroulement de l'élection. La Mission a été informée de la difficulté d'acheminement et de distribution de ces cartes pour le vote des Maliens de la diaspora, des réfugiés et des déplacés, mais n'ayant pas déployé d'observateurs pour ces votes spécifiques, la Mission ne peut se prononcer sur ces points avec des éléments tangibles.

XII- Le dépouillement et la transmission des résultats

30. Tout comme dans le cas des procédures du vote décrites dans le chapitre IX ci-dessus, la méthodologie du dépouillement n'a pas toujours été la même dans l'ensemble des bureaux de vote observés. Si dans certains bureaux de vote les urnes étaient ouvertes et le comptage immédiatement effectué, dans d'autres le rapprochement entre le nombre d'émargements des listes et le nombre de bulletins s'effectuait avant le dépouillement.
31. Par ailleurs, le remplissage manuel des documents nécessaires au dépouillement était long et laborieux. Les noms des candidats connus des semaines avant les élections n'étaient pas repris sur les trois principaux documents de dépouillement, notamment : « Feuille de dépouillement », « Procès-verbal des opérations électorales » et « Récépissés des résultats des bureaux de vote ». Les observateurs de la Mission ont noté dans certains bureaux de vote que le dernier document cité par exemple avait été repris en 18 exemplaires manuellement avec tous les risques d'erreurs que cela peut occasionner.
32. La feuille de dépouillement n'était pas facilement lisible et le marquage des scores obtenus par les candidats par lots de 20 petits points jusqu'au nombre 200 n'était pas pratique. Lorsque qu'un candidat atteignait le nombre 200 et donc qu'il ne lui restait plus de colonnes pour le comptage de ses voix, il fallait recourir à des lignes supplémentaires confuses.
33. Les observateurs ont noté que, dans de nombreux bureaux de vote, les différentes fiches de dépouillement ci-dessus citées étaient systématiquement signées et cachetées par le Président et les assesseurs avant même que l'urne ne soit ouverte et que le comptage ne commence. La signature anticipée des documents de dépouillement peut conduire à des abus et à des fraudes. Une meilleure formation des agents électoraux sur cette question est nécessaire.
34. Les salles et espaces de dépouillement étaient peu éclairés. Les bureaux de vote observés disposaient d'une seule lampe.
35. La Mission a aussi noté qu'après dépouillement, le matériel électoral, notamment les bulletins de vote utilisés et non utilisés ainsi que les documents de dépouillement n'ont pas été proprement conditionnés et acheminés afin de servir de base de règlement de tout éventuel contentieux.
36. La transmission des résultats des centres de vote aux commissions locales de centralisation s'est effectuée dans les normes. Toutefois, certaines commissions locales telles que celle de Bamako (le Gouvernorat du District) n'avaient pas mis en place les conditions d'accueil des agents électoraux. Certains observateurs se sont vu refuser l'accès à la salle de centralisation.

Conclusions et recommandations

37. La Mission félicite au peuple Malien pour sa mobilisation exemplaire et le comportement civique et responsable qu'il a affiché le 28 Juillet 2013, pendant cette élection présidentielle historique.

38. La Mission félicite le MATDAT, la DGE et la CENI pour la bonne conduite du processus électoral.
39. La Mission salue la retenue et le consensus des partis politiques et des candidats pendant tout le processus électoral.
40. La Mission continuera de suivre avec une attention particulière toutes les phases de transmission, de traitement et d'annonce des résultats, ainsi que le règlement du contentieux électoral, s'il y a lieu.
41. La Mission affirme que l'élection présidentielle du 28 Juillet 2013 s'est déroulée dans les conditions de transparence et d'équité.
42. La Mission voudrait émettre les recommandations suivantes :

Au peuple Malien

43. Qu'il continue à s'engager en faveur de la paix et qu'il perpétue son comportement responsable.

Aux candidats et partis politiques

44. Qu'ils attendent les résultats dans le même esprit de calme qui les a animés pendant toutes les phases pré-électorales, qu'ils continuent de véhiculer les messages de paix et recourent à toutes les voies légales et réglementaires en cas de contestations éventuelles de certains aspects du processus électoral.

Aux organes de gestion des élections (MATDAT, DGE, CENI)

45. Que leur abnégation, leur professionnalisme et leur détermination unanimement salués par tous soient consacrés par une annonce des résultats dans le strict respect des procédures et des délais.

Au Gouvernement

46. Qu'il continue de garantir l'ordre, la sécurité et le respect des lois du pays.

Fait à Bamako, le 30 Juillet 2013.